

PRÉFET DU MORBIHAN

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de Bretagne

Lorient, le 18 novembre 2014

Unité Territoriale du Morbihan

**RAPPORT DE L'INSPECTION**

**Objet :** Installations classées pour la protection de l'environnement.  
**SOCIETE BRETONNE DE GALVANISATION (S.B.G.) – Site de La Chapelle Caro**  
**Constitution de garanties financières pour la mise en sécurité au titre de l'article**  
**R. 516-1. 5° du code de l'environnement.**

**Réf. :** Proposition de calcul transmise le 7 juin 2013.

**I – PRESENTATION**

La Société Bretonne de Galvanisation (S.B.G.) exploite des installations de Traitement de surface et de galvanisation à chaud situées sur la commune de La Chapelle Caro, au lieu dit « La Gare ». Ces installations sont autorisées par arrêté préfectoral du 16 juillet 2009.

Le décret n°633-2012 du 3 mai 2012 a institué l'obligation de constituer des garanties financières pour certaines installations classées qui sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus. Cette obligation a été codifiée au 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement.

En application de l'article L.516-1 du code de l'environnement, ces garanties financières sont destinées à assurer :

- la surveillance du site et le maintien en sécurité de l'installation,
- les interventions éventuelles en cas d'accident avant ou après la fermeture,
- la remise en état après fermeture.

Les installations soumises à l'obligation de constitution des garanties financières sont listées par arrêté ministériel du 31 mai 2012. Pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de La Chapelle Caro, la Société Bretonne de Galvanisation est notamment concernée au titre des rubriques 2565 (**Traitement des métaux** pour le dégraissage, le décapage, la métallisation par voie chimique) et 2567 (**Galvanisation**, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par immersion ou par pulvérisation de métal fondu) et est tenue, en application de ce texte, de constituer ses garanties financières selon l'échéancier suivant :

- 20% du montant total de la garantie avant le 1<sup>er</sup> juillet 2014
- 20% du montant total de la garantie pendant les 4 années suivantes ou 10% pendant les 8 années suivantes si les garanties sont contractées au près de la caisse des dépôts et consignation.

L'exploitant devait ainsi transmettre au Préfet pour le 1<sup>er</sup> juillet 2014, un document attestant de la constitution de garanties financières conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire prévu par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Conformément à l'article 3 de ce même arrêté, la proposition de montant des garanties financières était à adresser au Préfet au moins six mois avant la première échéance de constitution soit pour le 31 décembre 2013 au plus tard.

Cette proposition de calcul a été transmise par l'exploitant par courrier du 7 juin 2013.

La circulaire du 20 novembre 2013 relative aux garanties financières pour la mise en sécurité des installations définies au 5<sup>ème</sup> du R.516-1 du code de l'environnement précise la mise en œuvre des arrêtés susvisés.

## II – ANALYSE DE L'INSPECTION

Le montant des garanties financières est déterminé selon la formule suivante :

$$M = Sc [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)]$$

avec :

- **Sc** : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10.
- **Me** : montant, au moment de la détermination du premier montant de garantie financière, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation.
- **$\alpha$**  : indice d'actualisation des coûts.
- **Mi** : montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange.
- **Mc** : montant relatif à la limitation des accès au site comprenant la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les cinquante mètres.
- **Ms** : montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement couvrant la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts des analyses de la qualité des eaux la nappe au droit du site ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols.
- **Mg** : montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.

Pour le site de la Société Bretonne de Galvanisation, l'exploitant a déterminé les montants suivants :

<b>Nature des déchets</b>	<b>Quantité maximale présente sur le site</b>
<i>Déchets dangereux</i>	<i>Bains (décapage, rinçage, dégraissant, flux, passivation, dézingage), Boues (piscine, dégraissant, flux, séparateurs)</i>
<i>Déchets non dangereux non inertes</i>	<i>(cuve Hcl/Fe), Cuve (Hcl/Zn), DIB, Cartons, bois, huiles usagées, Fines, Mattes et Poussières</i>

- Me = 516 781 €
- Mi = 18 700 €, le nombre de cuves enterrées étant de 2 ;
- Mc = 80 960 €,
- Ms = 64 500 €, le nombre de piézomètres étant de 5 ;
- Mg = 13 754 €

L'indice d'actualisation des coûts a été établi sur la base d'un indice TP01 de 702,3.

Après prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier et de l'indice d'actualisation, le coût total des garanties financières à constituer est estimé par l'exploitant à 778 303 euros.

Au regard de ces éléments, l'inspection des installations classées considère que le montant global des garanties financières apparaît cohérent (ordre de grandeur) avec les enjeux des installations du site.

#### Cas particulier de la galvanisation à chaud :

Le process implique que le bain de zinc en fusion soit en permanence rempli. Ce zinc sera valorisé en tant que matière première en cas d'arrêt de l'activité. La quantité présente (à savoir 860 tonnes) a été estimée sur la base du cours mensuel moyen de 1133 euros la tonne hors taxe, ce qui constitue une valeur globale estimée (année 2012) à 974 380 euros HT.

La valorisation de cette matière couvre donc en l'état le montant global calculé des garanties financières exigées au titre du 5<sup>ème</sup> de l'article R.516-1 du code de l'environnement.

Il est rappelé que le détail des calculs relève de la responsabilité de l'exploitant et pourra faire l'objet de contrôles ultérieurs. L'inspection propose ainsi dans ce cas particulier que le montant des garanties financières retenu pour le site de la Société Bretonne de Galvanisation situé à La Chapelle Caro soit considéré comme **nul**.

Ce montant étant **inférieur au montant libératoire** fixé à l'article R. 516-1 du code de l'environnement (75 000 euros), la Société Bretonne de Galvanisation est exemptée de l'obligation de constituer ces garanties financières. Elle reste toutefois soumise aux dispositions prévues aux articles L. 516-1 (et suivants) et R. 516-1 (et suivants) du code de l'environnement.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessitera une révision du montant de référence des garanties financières.

Conformément à la circulaire du 20 novembre 2013, en l'absence de modification, il ne devrait pas être nécessaire d'actualiser le montant des garanties financières tous les 5 ans. Cependant, considérant le caractère fluctuant de la valeur globale du zinc destiné à être valorisé, un calcul permettant de s'assurer que cette valorisation couvre bien le montant des garanties exigées sera néanmoins réalisé par l'exploitant avec cette périodicité : le projet d'arrêté complémentaire joint prescrit ainsi une ré-évaluation quinquennale du montant des garanties financières (comprenant une estimation de la valeur du bain de zinc) dans cette optique.

### **III - CONCLUSION ET PROPOSITIONS**

Sur la base des précédentes conclusions et conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières et à la circulaire du 20 novembre 2013, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Morbihan d'informer l'exploitant que, compte-tenu des éléments qu'il a déclarés et portés à connaissance, les garanties financières pour son site sont inférieures au montant libératoire (voir proposition de courrier annexé au présent rapport).

Les éléments (quantités déchets, nombre de cuve, nombre de piézomètres,...) ayant servi de base au calcul des garanties financières sont fixés par le projet d'arrêté préfectoral également joint : ce dernier prévoit en particulier la ré-évaluation quinquennale du montant des garanties financières tel que prévu à l'article R.516-1 du Code de l'Environnement afin d'établir périodiquement si le montant estimé de la valeur du bain de zinc destiné à la galvanisation couvre bien les garanties exigées.

Le projet en question est soumis à l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en application de l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement.

## **Annexe au rapport du 17 novembre 2014**

### **Projet de lettre à la Société Bretonne de Galvanisation**

Du fait des activités de Traitement de surface et de galvanisation à chaud que vous exploitez sur votre site de La Chapelle Caro, vous êtes concernés par les dispositions des articles R.516-1 5<sup>ème</sup> et suivants du code de l'environnement, relatives à la constitution de garanties financières pour assurer la mise en sécurité du site en cas de cessation d'activité.

Par courrier du 7 juin 2013, vous m'avez transmis une proposition de calcul du montant des garanties financières établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées.

Il ressort de ce calcul, effectué sur la base des conditions d'exploitation actuelles, que le montant des garanties financières est inférieur au seuil libératoire de 75 000 euros fixé par le code de l'environnement : en effet, compte-tenu de la valeur du bain de zinc présent en permanence sur le site et qui couvre le montant évalué des garanties financières calculées (soit 773 585 euros), le montant total retenu pour les garanties financières au titre de l'article R.516-1-5<sup>ème</sup> du code de l'environnement peut être considéré comme nul.

Après examen par l'inspection des classées (cf rapport joint) et sur la base des éléments que vous avez présentés dans votre proposition, je prends acte, par la présente, que vous n'êtes pas concerné par l'obligation de constitution de garanties financières au titre de l'article R.516-1-5<sup>ème</sup> du code de l'environnement.

Conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination du montant des garanties financières, je prendrai, dans les conditions de l'article R.512-31 du code de l'environnement, un arrêté qui confirmera ce montant mais prévoira également la ré-évaluation quinquennale des montants visés (garanties financières liées au traitement de surface et à la galvanisation ainsi que valeur marchande du bain de zinc au cours moyen pratiqué pour la période des cinq ans écoulée).

Je vous rappelle également qu'en cas de modification de vos installations ou des éléments ayant servi à la détermination du montant des garanties financières (quantités et nature des déchets, piézomètres, cuves,...), il vous appartiendra de proposer une mise à jour du calcul du montant des garanties financières.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.